

# **Note synthétique du rapport de la revue de littérature sur la situation de l'évaluation d'impact en Afrique francophone de l'ouest**

Deo-Gracias Houndolo, Regional Coordinator, WACIE

Bio Mama, Research Associate, WACIE

Dislène Senan Sossou, Research Associate, WACIE

**Brouillon**

**avril 2019**



PRÉSIDENTE  
DE LA RÉPUBLIQUE  
DU BÉNIN

## **Note aux lecteurs**

3ie met cette version finale du rapport à la disposition du public telle qu'elle a été reçue des auteurs. Aucune autre copie ou formatage n'a été effectué. Tout le contenu relève de la seule responsabilité des auteurs et ne représente pas les opinions de 3ie, de ses donateurs ou de son conseil d'administration. Toutes erreurs et omissions sont de la seule responsabilité des auteurs. Toutes les affiliations des auteurs répertoriées dans la page de titre sont celles qui étaient en vigueur au moment où le rapport a été accepté.

# SYNTHESE DE LA LITTERATURE SUR L'EVALUATION D'IMPACT DANS L'ESPACE DE L'UEMOA

## Table des matières

1- Contexte.....	3
2- Objectif.....	4
3- Méthodologie.....	4
4- Résultats .....	4
5- Discussion et recommandations .....	10

### 1- Contexte

L'Initiative Internationale pour l'Evaluation d'Impact (3ie) est une ONG internationale qui fait la promotion de l'utilisation des données probantes dans la formulation et l'élaboration des politiques publiques. L'organisation intervient à travers le financement des évaluations d'impact, l'appui conseil aux gouvernements sur les questions d'évaluation d'impact ainsi que la définition de normes et standard pour l'assurance qualité des évaluations d'impact. En partenariat avec le Gouvernement de la République du Bénin et avec l'appui de la Commission de l'Union Economique et Monétaire Ouest-Africaine (UEMOA), de la Banque Ouest Africaine de Développement (BOAD) et de la Fondation William et Flora Hewlett, 3ie implémente le Programme de Renforcement des Capacités et d'Evaluation d'Impact en Afrique de l'Ouest (WACIE).

Le Programme WACIE est une initiative régionale qui vise à promouvoir l'institutionnalisation de l'évaluation dans les systèmes gouvernementaux des pays de l'UEMOA<sup>1</sup>. Les activités du programme seront articulées autour du renforcement des capacités en évaluation, de la production de données probantes rigoureuses de haute qualité et de la promotion de la prise de décisions éclairées par des données probantes.

Afin d'assurer une planification efficace du programme en lien avec les besoins de la région, une étude exploratoire a été réalisée. Elle comprend une revue de la littérature, une cartographie des parties prenantes et une évaluation des besoins des parties prenantes à l'évaluation dans les pays de l'UEMOA.

---

<sup>1</sup> Benin, Burkina Faso, Cote d'Ivoire, Guinea-Bissau, Mali, Niger, Senegal and Togo.

## 2- Objectif

L'objectif principal de la revue de littérature est de faire un état des lieux de ce que reflète les diverses publications en matière d'évaluation d'impact dans les huit pays de l'UEMOA. De façon spécifique, il s'agit de :

- Connaître l'état actuel de l'évaluation d'impact dans les pays de l'UEMOA en termes de conduite d'études rigoureuses.
- Cartographier les principales parties prenantes<sup>2</sup> à l'évaluation d'impact dans la région et par pays.

## 3- Méthodologie

L'approche méthodologique utiliser dans le cadre de cette étude peut se décliner en 5 étapes :

- i- Inventaires systématiques des publications faites entre 1990 et 2018 en évaluation d'impact et revue systématiques,
- ii- Filtrage des études qui sont aux grandes normes et standard méthodologiques
- iii- Lecture et extraction de données des différents documents recensés,
- iv- Analyse statistique du contenu des publications,
- v- Discussion des résultats et formulation de recommandations pour le programme de renforcement des capacités en évaluation d'impact en Afrique de l'Ouest (WACIE).

## 4- Résultats

### 4-1. Cartographie des évaluations d'impact dans les pays de l'UEMOA statistiques globales

De l'analyse des données, il ressort que l'inventaire exhaustif des évaluations d'impact dans le domaine du développement est un exercice complexe, du fait que les évaluations sont produites par diverses institutions et il n'existe pas un mécanisme de recensement automatique des évaluations d'impact conduites à travers le monde et plus précisément dans les pays de l'UEMOA. Certaines évaluations d'impact font l'objet de publication et sont ainsi recensées dans les bases de données des organisations telles que l'Initiative Internationale pour l'Evaluation d'Impact (3ie), la base de données des publications et dans le registre des essais: Nous avons recherché dans MEDLINE(R) (Ovid), Embase (Ovid), CAB Global Health (Ovid), les abrégés CAB (Ovid), la bibliothèque Cochrane, ERIC (Proquest), Social Science Citation Index (Web of Science), Collection Premium en sciences sociales (Proquest), Econlit (Ovid) et Campbell Library. L'inventaire a aussi couvert les bases de données de la littérature grise notamment Open Grey, GreyNet, Grey Literature Report. Nous avons également inclus les sites Web des organisations qui s'intéressent aux publications non universitaires notamment

---

<sup>2</sup> Par parties prenantes, nous désignons les institutions susceptibles d'engager (commanditer, produire et / ou utiliser) des données probantes de haute qualité. Ceci inclut des entités gouvernementales, des institutions de recherche et des organisations de la société civile.

sur les sites Web du Département britannique pour le développement international (DFID), de la Banque mondiale, de l'USAID, de l'Agence française de développement (AFD), 3ie, des organisations des Nations Unies (UNICEF, PNUE, PNUD) et l'Agence canadienne de développement international, etc. Aussi avons-nous adopté également une approche « boule de neige », dans laquelle nous nous appuyons sur la bibliographie de tout rapport d'évaluation d'impact dans la région. Par exemple, le rapport de l'AFD en 2011 sur l'évaluation de l'impact en Afrique subsaharienne a été une référence de départ. Les études qui n'ont été publiées nulle part et qui ne font l'objet d'aucune publication sont restées noyées dans l'anonymat et par conséquent ne sont malheureusement pas répertoriées pour des études comme celle-ci.

A cet effet, cent quarante-cinq (145) évaluations d'impact, répondant aux critères susmentionnés, ont été inventoriées et prises en compte dans le rapport. Le tableau 1 présente quelques statistiques globales sur les évaluations d'impact incluses dans cette étude. On y remarque que tous les articles d'évaluation d'impact ne disposent pas d'informations sur les auteurs, les institutions de financement des évaluations et/ou des programmes objet d'évaluation, etc.

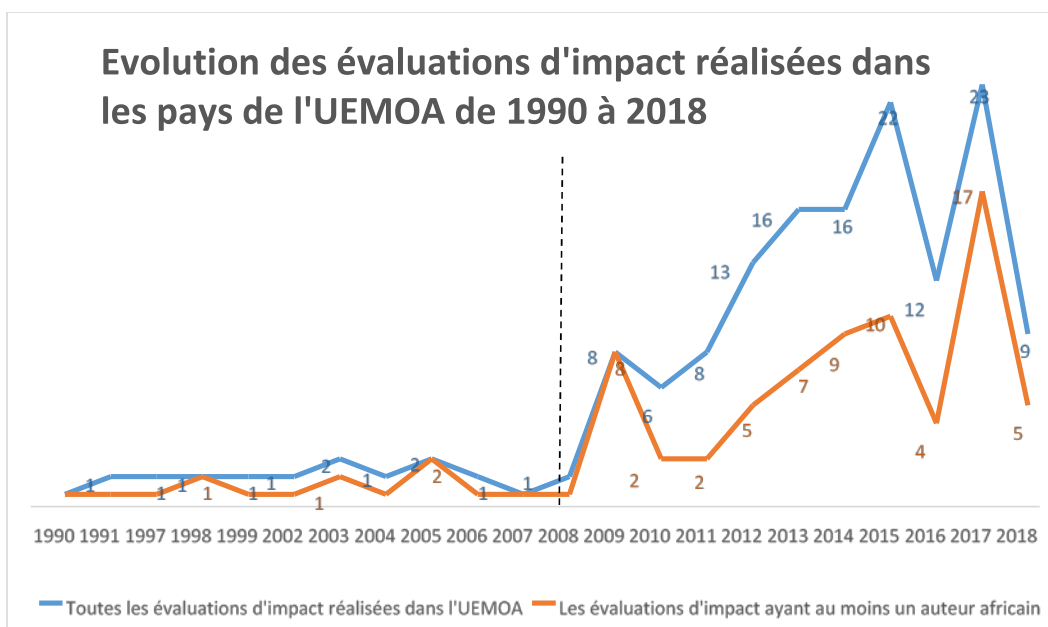
*Tableau 1: Distribution des caractéristiques des études d'évaluation d'impact inventoriées dans ce rapport*

<b>Caractéristiques des études</b>	<b>Nombre</b>	<b>Pourcentage</b>
Nombre total des évaluations d'impact inventoriées	145	100%
Nombre total d'évaluations d'impact disposant d'informations sur les auteurs	142	98%
Nombre total évaluations d'impact ayant au moins un auteur africain	73	50%
Nombre total d'évaluations d'impact disposant d'informations sur les organisations ou structures ayant pilotées les programmes ou projets objet d'évaluation	39	27%
Nombre total d'évaluations d'impact disposant d'informations sur les organisations ou structures ayant conduit l'évaluation	19	13%
Nombre total d'évaluations d'impact disposant d'informations sur les organisations ou structures ayant financées les programmes ou projets objet d'évaluation	22	15%
Nombre total d'évaluations d'impact disposant d'informations sur les organisations ou structures ayant financées l'évaluation	61	42%

#### 4-2. Dynamique dans la conduite et la publication des évaluations d'impact dans les l'UEMOA : De 1990 à 2018

La dynamique de la conduite et de la publication des évaluations d'impact dans le secteur du développement à travers les pays de l'UEMOA affiche une tendance globale croissante sur la période de 2009 à 2018. Cependant entre 1990 et 2009, l'évaluation d'impact était quasiment rare dans les pays de l'UEMOA comme le montre la figure 1.

En ce qui concerne l'offre, les chercheurs ont développé des méthodologies à même d'estimer l'impact attribuable à un projet de développement. Ceci a été également accompagné par la mise en place et le développement de centre de recherche, d'initiative de développement et de renforcement de capacités tel que l'African School of Economics, Partnership for Economic Policy, JPAL, IPA, Partnership for African Social and Governance Research, etc. qui sont interviennent dans certains pays de l'UEMOA ou impliquent des cadres de l'UEMOA dans leurs travaux. Un troisième élément qui a favorisé l'expansion des évaluations d'impact dans le domaine du développement, a été la création et la mise en place d'institution de financement des évaluations. On peut citer par exemple la création de 3ie en 2008 dont l'une des missions premières est le financement des évaluations d'impact. On a noté également la création de département d'évaluation dans plusieurs institutions de financement du développement et agences de coopération bilatérale et multilatérale comme par exemple la Banque Ouest Africaine de développement (BOAD), la Commission de l'UEMOA, la BAD, l'USAID, etc. Tous ces éléments ont concouru à la progression remarquable des évaluations d'impact dans le secteur du développement observée à partir de 2009 au plan international et dans les pays de l'UEMOA également.

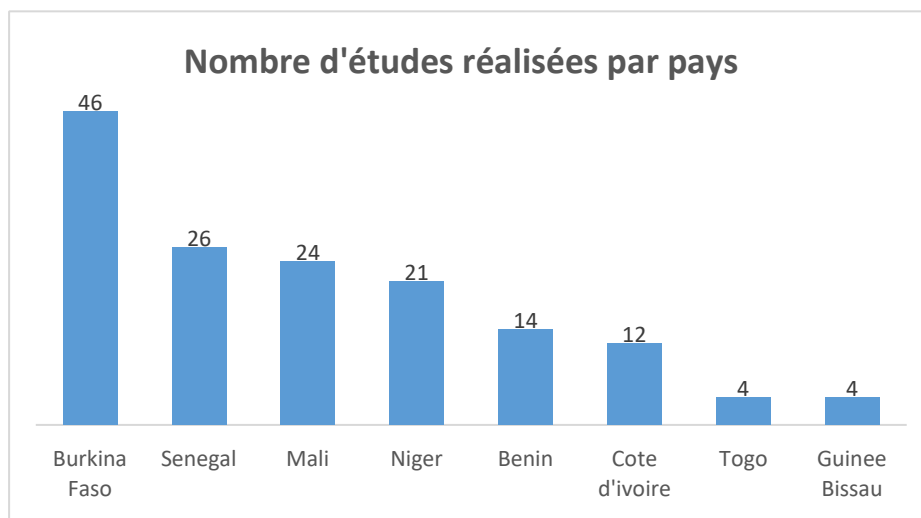


#### 4-3. Comment se présente la distribution des publications d'évaluations d'impact par pays dans l'espace de l'UEMOA ?

La distribution des évaluations d'impact réalisées dans le domaine du développement entre les pays de l'UEMOA montre une inégalité assez marquée comme illustrée par la figure 2. Il se dégage quatre groupes de pays à l'analyse du graphique. Le Burkina Faso forme à lui tout seul le premier groupe avec 46 évaluations d'impact réalisées dans la période. Il est suivi d'un trio composé du Sénégal, du Mali et du Niger avec respectivement 26, 24 et 21 évaluations d'impact. Le troisième groupe de pays est composé du Bénin et de la Côte d'Ivoire avec respectivement 14 et 12 évaluations tandis que le dernier groupe est formé par le Togo et la Guinée Bissau qui totalisent chacun 4 publications d'évaluations d'impact.

Ces résultats nous indiquent que bien que la pratique de l'évaluation d'impact en Afrique francophone reste faible en comparaison à d'autres régions, la dynamique au sein des pays de l'UEMOA est assez hétérogène et les efforts doivent être faits en fonction des réalités de chaque pays.

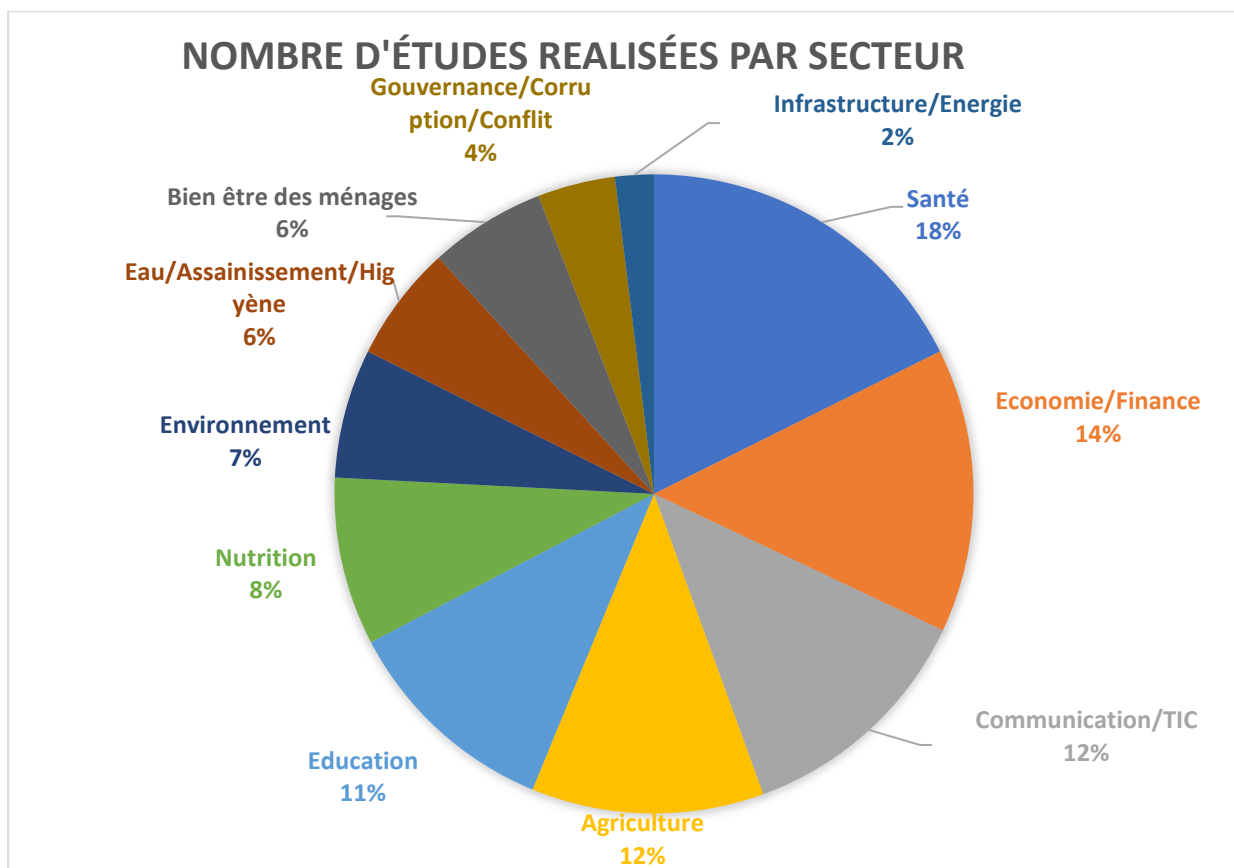
Figure 1: Nombre d'étude d'évaluation d'impact réalisées dans les pays de l'UEMOA (1990 à 2018)



Source : Données primaires de cette étude.

La figure 3 montre la concentration des évaluations d'impact réalisées par secteur dans le domaine du développement dans les pays de l'UEMOA. L'analyse sectorielle des 145 évaluations d'impact recensées dans le cadre cette étude, montre une diversification des secteurs et/ou thématiques couvert par les évaluations d'impact. On dénombre au total 11 secteurs parmi lesquels six (6) couvrent environ 75% des évaluations réalisées dans la sous-région. Il s'agit notamment des secteurs de la santé, de l'économie et des finances, de la communication, de l'agriculture, de l'éducation et de la nutrition.

Figure 2: Distribution des études d'évaluation d'impact par secteur dans les pays de l'UEMOA



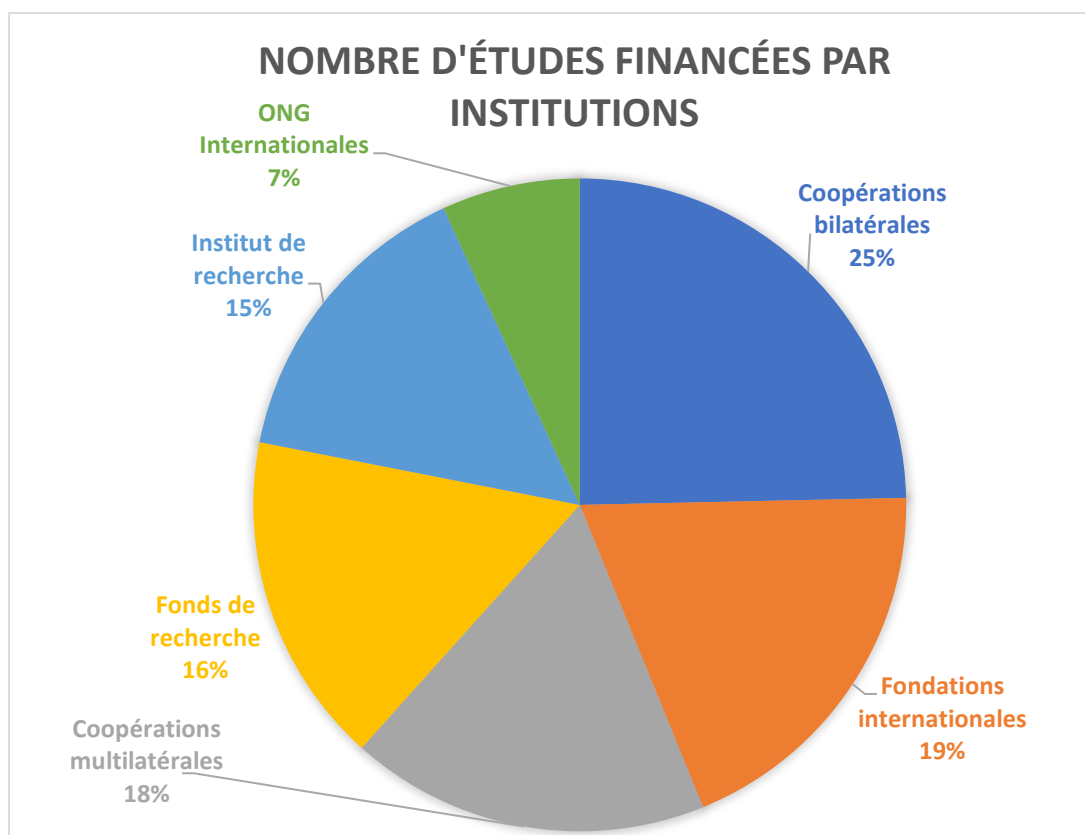
Source : Données primaires de cette étude.

#### 4-4. Financement des évaluations d'impact : Présentation des partenaires techniques et financiers

Dans le cadre de cette étude, l'analyse du financement des évaluations d'impact dans les pays de l'UEMOA, illustrée dans la figure 5, nous montre que les principales institutions qui financent les évaluations d'impact dans le domaine du développement, sont les agences de coopération bilatérale que sont USAID, UKAID, MCC, AFD, etc. Elles sont suivies par les agences de coopération multilatérale (Banque Mondiale, Commission Européenne, OMS, OIT), les fondations internationales (Bill & Melinda GATE, Fondation allemande de recherche, Fonds national suisse de la science), les institutions de recherche (IFPRI, IRD, IZA, IDRC, NBER), et les ONG internationales (3ie, PEP).

A la lecture des résultats, on remarque ici l'absence des gouvernements des pays de l'UEMOA en matière de financement des évaluations d'impact de même que celles des institutions de financement du développement de la sous-région telles que la BOAD, la BIDC et la BAD dans le financement des évaluations d'impact sur la période de l'étude.



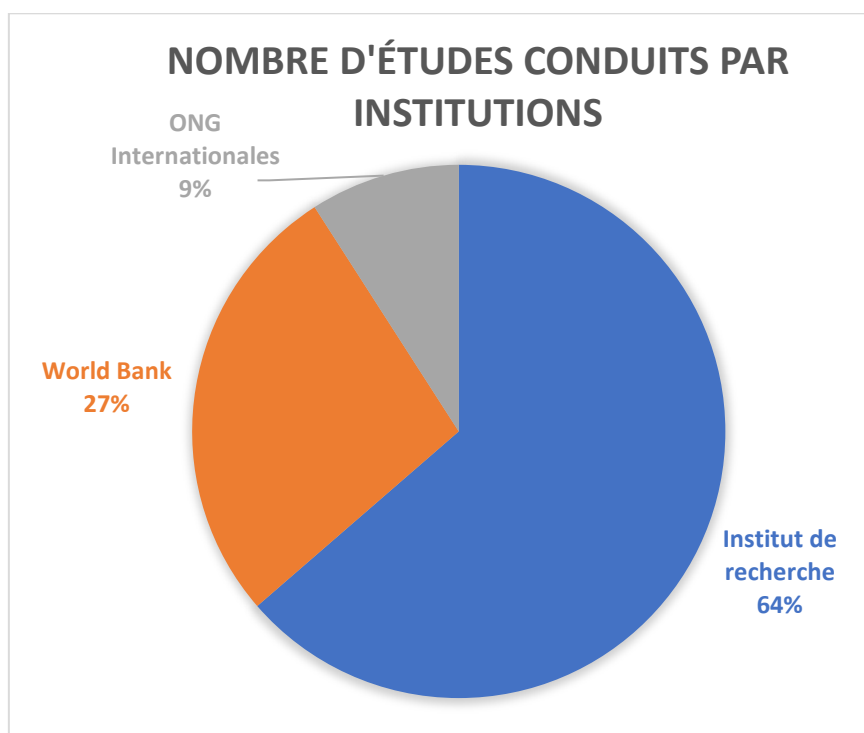


Source : Données primaires de cette étude.

#### 4-5. Implémentation des évaluations d'impact

La conduite des évaluations d'impact réalisées dans le domaine du développement dans les pays de l'UEMOA, fait apparaître plusieurs acteurs. Le graphique N° ci-dessous présente les différentes catégories d'acteurs ayant piloté des évaluations d'impact dans les pays de l'UEMOA. On remarque que les évaluations ont été conduites pour 64% par des instituts de recherche (IFPRI, IZA, IPA, ISSER, etc.), 27% par la Banque Mondiale et 9% par des ONG internationales. Au niveau des instituts de recherche, le constat est que la plupart sont basés hors du continent africain bien que plus de la moitié des évaluations d'impact recensées aient au moins un auteur africain.

Figure 3: Répartition des évaluations d'impact par type d'organisation de développement



Source : Données primaires de cette étude.

#### 5- Discussion et recommandations

En référence aux résultats issues des différentes analyses de données primaires collectées à partir des publications en évaluations d'impact et revue systématiques dans les huit pays de l'UEMOA, il ressort qu'il existe clairement un gap entre les pays et cela nécessite d'être pris en compte. Ainsi, en essayant une typologie, l'on peut indiquer qu'au niveau du Togo et de la Guinée-Bissau les besoins sont relativement plus grands pour aboutir à conduire et publier des travaux d'évaluation d'impact. A la suite de ces deux pays dont les besoins sont semblables, l'on pourrait regrouper le Bénin et la Côte-d'Ivoire qui ont des besoins considérables aussi pour la conduite et la publication des évaluations d'impact. Au Niger, au Mali et au Sénégal bien que des évaluations d'impact y soient conduites, les gouvernements de ces pays ont besoin de s'investir davantage afin de financer, de commanditer et de prendre en compte les résultats des études. Au Burkina-Faso, il y a une meilleure expérience de conduite des études d'évaluation d'impact. Toutefois ces travaux sont soutenus par les partenaires au développement et par conséquent les efforts attendus du gouvernement restent similaires à ceux des pays comme le Sénégal, le Mali et le Niger en termes relatif.

Sur le plan sectoriel, il existe peu d'évaluation et de variables de résultats dans le secteur de l'environnement et des changement climatiques, de l'eau - assainissement et hygiène. Au regard du fait que plusieurs projets existent dans ces secteurs clés pour la sous-région, il n'est nul doute que des efforts

sont nécessaires pour y conduire davantage d'évaluation d'impact afin d'assister la formulation des politiques efficaces pour les pays et la région.

En ce qui concerne le développement et le renforcement de capacités des acteurs, ces axes touchent aussi bien les capacités à conduire que les capacités à accéder et utiliser les résultats de recherche en évaluation d'impact. Mais il paraît encore plus important d'insister sur un volet relativement muet mais dont les effets sont assez grands dans la sous-région. Il s'agit notamment du renforcement des capacités à publier et écrire des articles d'études d'évaluations d'impact et cela doit aller en direction des instituts de recherche de la sous-région, chercheurs, consultants qui s'impliquent dans ces travaux d'évaluation. Cela pourrait notamment consister à envisager des systèmes de parrainage pour la publication, les possibilités de bourses pour encourager et faciliter la publication d'articles ou tout autre forme d'incitation à la publication des travaux de recherche en évaluation d'impact.